



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOUS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOUI, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Benoît NAOUS

Secrétaire de séance

Véronique BLONDEL

CONSEIL MUNICIPAL du 8 juin 2026

M_DL260608_106

VIE ASSOCIATIVE ET DISPOSITIFS DE PREVENTION - CONVENTIONS DE PARTENARIAT ET DE MISE A DISPOSITION DES LOCAUX ENTRE LA VILLE DE MONTVILLIERS ET L'AMISC 2026. PROJET DÉFINITIF - ADOPTION - AUTORISATION - SIGNATURE DES CONVENTIONS - VOTE DE LA SUBVENTION ANNÉE 2026 - AUTORISATION ET VERSEMENT

M. Sylvain CORNETTE, Adjoint au Maire - L'Association Montivillonne d'Initiatives Sociales et Culturelles (AMISC) intervient sur le territoire Montivillon depuis 1973.

Conformément à ses statuts, l'objet social de l'AMISC est de gérer et d'animer le centre social dont l'action se caractérise par les 4 missions suivantes :

- Un équipement de quartier à vocation sociale globale,
- Un équipement à vocation familiale et pluri générationnelle,
- Un lieu d'animation de la vie sociale,
- Un lieu d'animations sociales concertées et novatrices.

La ville de Montivilliers souhaite favoriser et encourager le projet de l'AMISC, et soutient les axes de développement définis dans le projet social 2026-2029 (ci-dessous) présentant un caractère d'intérêt général et justifiant ainsi sa participation :

- Animation globale (axe transversal),
- Projet Familles et parentalités,
- Projet Jeunesse,
- Projet Adultes et Séniors,

Au regard de ces orientations et des actions définies dans le Contrat de projet 2026-2029, contractualisés avec la Caisse d'Allocations Familiales de Seine Maritime, il convient de formaliser, au travers de la convention jointe en annexe, les relations partenariales entre la Ville de Montivilliers et l'AMISC.

Cette convention, qui porte sur la période du 1er janvier au 31 décembre 2026, définit les engagements de la Ville et de l'AMISC dans le cadre de leur partenariat, arrête également les conditions de la participation financière de la Ville à l'activité de l'AMISC, pour l'année 2026.

Les modalités de versement de la subvention par la ville se font sur la base d'un acompte et d'un solde selon un calendrier précis.

Pour notre ville, la subvention est votée annuellement par le Conseil Municipal et représente au total 295 892 € correspondant à :

- 176 500 € pour le Multiaccueil et le Lieu d'Accueil Enfants Parents,
- 100 512 € pour le fonctionnement de l'association,
- 18 880 € pour le poste animateur FONJEP.

Dans le cadre de son projet de développement social, la ville de Montivilliers met également à disposition de l'AMISC des locaux. Ce point fait l'objet d'une convention spécifique précisant les locaux mis à disposition, le fonctionnement, les assurances et les aspects de durée et de résiliation.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2311- 7 ;
VU le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et L.2125-1 et suivants ;
VU le budget primitif de l'exercice 2026 ;
VU la demande de subvention de fonctionnement formulée par l'AMISC ;
VU le rapport de M. Sylvain CORNETTE, Adjoint au Maire en charge de la Vie associative, de la Médiation et de la Cause animale ;
VU la commission municipale n° 1 « Solidarités, Santé, Vie associative et Sportive » réunie le 29 mai 2026, consultée ;

CONSIDÉRANT

- Que la ville de Montivilliers souhaite favoriser et encourager le projet de l'AMISC qui présente un caractère d'intérêt général ;
- Que l'association n'exerce aucune activité économique à travers l'occupation du domaine public ;
- Que l'association est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 ;
- L'importance de poursuivre le travail engagé par l'AMISC en direction des familles montivillonnaises, dans le cadre de son contrat de projet 2026/2029 validé par la Caisse d'Allocations Familiales ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- D'autoriser M. Le Maire à signer la convention de partenariat entre la Ville et l'AMISC et la convention de mise à disposition de locaux au profit de l'AMISC, pour l'année 2026 ;
- D'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association d'un montant total de 295 892€ pour l'année 2026 selon les modalités définies dans la convention de partenariat Ville de Montivilliers - AMISC.

Imputation budgétaire

Exercice 2026

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 6574

Nature et intitulé : Subvention aux associations 2026

Montant de la dépense annuelle :

176 500 € (subvention Multiaccueil et LAEP)

100 512 € (subvention de Fonctionnement)

18 880 € (subvention du poste FONJEP)

(125 476,96 € montant à valoriser par l'association dans son compte de résultat. Dépenses liées à la mise à disposition de locaux).

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

